

Lutte contre les expulsions.

Numéro d'inventaire : 2006.06809.6

Type de document : affiche

Éditeur : Ecole Vitruve [] (3, rue Vitruve [] Paris [])

Date de création : 1990

Description : Panneau sur 2 feuilles blanches de format A4 jointes et imprimées en noir et blanc.

Mesures : hauteur : 565 mm ; largeur : 450 mm

Notes : Appel aux élus, aux décideurs, aux démocrates. Tract politique issu d'un collectif du quartier Vitruve (FCPE collège, instituteurs de l'Ecole primaire Vitruve, enseignants de l'Ecole du 9 et 11 rue Lesseps, institutrices de l'Ecole maternelle rue de Fontarabie, Comité de Défense du quartier Réunion, IDEE-Réunion, A la Réunion ("la Mouette Rieuse"), le Ramasse'miettes, Cellules PCF Louise Michel et Luauté, l'ARE, le CLAD et le soutien d'Emmaus). Ils s'indignent de la situation dans laquelle vivent les familles expulsées du quartier et demandent aux "élus, décideurs" un moratoire sur le plan d'aménagement du quartier.

Mots-clés : Méthodes pédagogiques actives (y compris la coopération scolaire, classes vertes, méthode Freinet)

Activités sociales, syndicales, politiques des élèves, étudiants, enseignants

Filière : École primaire élémentaire

Niveau : Élémentaire

Nom de la commune : Paris

Nom du département : Paris

Autres descriptions : Langue : Français

Lieux : Paris, Paris

APPEL AUX ELUS, AUX DECIDEURS, AUX DEMOCRATES.

Habitants du quartier Réunion, nous sommes indignés par la situation que sont obligées de vivre les familles expulsées, contraintes de se réfugier depuis 7 semaines déjà sur la place de la Réunion.

Acteurs sociaux du quartier Réunion, nous vivons, travaillons, intervenons dans un quartier où chacun peut exister avec son identité, dans un quartier qui a accepté et intégré les générations successives d'immigration, chacun trouvant sa place dans un tissu social parcouru par un réseau d'associations, relais des aspirations et des initiatives des habitants.

Militants associatifs, enseignants, travailleurs sociaux, nous nous sommes efforcés d'aider ceux pour qui l'intégration pouvait être plus difficile et notamment les familles du 67 rue des Vignoles, immeuble occupé à la suite du non-relogement des familles victimes des incendies de 1986 place de la Réunion. Nous avons été d'autant plus scandalisés par l'expulsion brutale qui a frappé les intéressés qu'un Contrat-Famille était en cours d'élaboration, en collaboration avec le Secrétariat d'Etat à la Famille et la Délégation Interministérielle à la Ville.

Quarante-six familles sont toujours à la rue depuis un mois. Il y a urgence : nous demandons des solutions de logement concrètes, étudiées avec les familles, qui tiennent compte de leur intérêt et de celui de leurs enfants. 5 baux de location seulement ont pu être signés au 19 juin 90 et ceci pour des logements en grande banlieue. Déracinées, déplacées, ces familles ont non seulement besoin d'un toit mais aussi d'un milieu où leur intégration puisse se poursuivre, au lieu d'être abandonnées une nouvelle fois dans un environnement qui ne souhaite pas toujours les accueillir.

Les opérations de spéculation immobilière actuelles, qui visent à l'exclusion dans un deuxième temps de tous les habitants du quartier, nous rendent encore plus solidaires et concernés par le sort des familles expulsées. L'ensemble du quartier Réunion est menacé. Plusieurs centaines d'habitants du quartier Réunion (ZAC et périphérie) subissent eux-mêmes en ce moment des expulsions ou des augmentations inconsidérées de leurs loyers. Ils ont pris conscience de la précarité de leur situation comme des limites de leur droit à vivre à Paris.

Responsables politiques, vous avez pris des positions auxquelles nous avons cru, proposé des actions dans lesquelles nous nous sommes investis, fait voter des lois que nous pensions voir appliquer, **nous vous demandons de respecter l'action de ceux qui vous ont fait confiance.**

Convaincus que des relations sociales vivantes sont le plus sûr rempart contre l'exclusion sociale et économique, le racisme, la drogue ou la délinquance, nous demandons :

- que les **mesures** soient prises pour que soient préservées et développées les qualités de ce quartier ;
- que soient **garantis** aux habitants l'amélioration de leur domicile et leur droit au maintien dans ce quartier, indépendamment de leurs revenus et de leurs origines ;
- que les **lois de la République** soient appliquées pour préserver l'accès de toutes les couches sociales au logement à Paris.

Nous demandons un moratoire sur le plan d'aménagement actuel et la mise en place d'une réelle concertation permettant l'élaboration d'un projet de rénovation-réhabilitation conforme à l'équilibre du quartier.

Signataires:

Association Vitruve - FCPE Collège Vitruve - Les instituteurs de l'Ecole Primaire Vitruve - Les enseignants de l'Ecole du 9 et du 11 rue Lesseps - Les institutrices de l'Ecole Maternelle rue de Fontarbie - Comité de Défense du quartier Réunion - IDEE-Réunion - A la Réunion ("la Mouette Rieuse") - Le Ramasse-miettes - Cellules PCF Louise Michel et Luauté - l'ARE - le CLAD - et le soutien d'EMMAUS.

